l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
19 février 1976
No 432

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

L'agression social-impérialiste en Afrique

DIVISER POUR REGNER

La République populaire du MPLA contrôle donc désormais militairement la majeure partie du territoire angolais. Reconnue par une majorité de pays africains, elle a été, à ce titre, admise comme membre de l'Organisation de l'unité africaine. Bousculant la décision des pays de la Communauté européenne qui doivent se concerter prochainement sur cette question, la France vient de décider d'établir des relations diplomatiques avec Luanda.

Mais à qui profite ces «victoires» ? Assurément pas au peuple angolais, victime d'une guerre fratricide qui a déjà fait 100 000 morts et continue à l'éprouver cruellement. Assurément pas à la cause de l'indépendance de l'Angola dont la longue lutte de libération contre le colonialisme portugais se trouve ainsi confisquée par l'agression coloniale du social-impérialisme. Celle-ci se révèle ouvertement par la présence d'un millier de «conseillers» militaires soviétiques et d'un matériel militaire gigantesque et, à peine camouflée, par celle de 12 000 soldats cubains qui ne sont en fait rien d'autre que des mercenaires déguisés en «libérateurs».

C'est aussi leur intervention qui a permis celle des racistes sud-africains au sud du pays.

Assurément pas non plus à la cause de l'Afrique et du tiers monde, artificiellement et douloureusement déchirés par cette agression typiquement colonialiste. Car tous les bouleversements mondiaux récents le prouvent : Ce qui fait la force du tiers monde, c'est son unité grandissante, le fait qu'il fasse bloc contre l'impérialisme et l'hégémonisme, qu'il parle d'une seule voix pour exiger un nouvel ordre du monde.

En cherchant à le scinder en pays «progressistes» et pays «réactionnaires», tout comme elle l'a fait pour les trois mouvements de libération ayant lutté contre le colonialisme portugais, l'URSS ne fait rien d'autre que d'appliquer l'une des recettes les plus éculées de l'impérialisme : diviser pour régner.

L'«indépendance» de l'Angola acquise dans ces conditions ne peut être qu'un véritable écrasement du peuple angolais sous la botte féroce du social-impérialisme.

A qui ces nouveaux tsars peuvent-ils espérer faire croire que leur intervention criminelle en Angola se ferait au nom de leurs «sentiments anti-impérialistes et prolétariens» ! Il est évident que seuls leurs intérêts égoïstes et agressifs de grande puissance impérialiste qui rêve de dominer le monde les guident dans cette affaire.

En conquérant ainsi brutalement l'Angola – 5 bateaux soviétiques ne viennent-ils pas de participer directement au conflit angolais en pilonnant les importantes villes côtières de Lobito et Benguela – ils entendent profiter de la débâcle de leur rival américain pour mettre un pied en Afrique, en faire un tremplin pour la domination de tout le continent et de l'Europe qu'ils convoitent prncipalement . Ils veulent aussi «brouiller les cartes» qui ont dressé le tiers monde uni dans la lutte contre les deux superpuissances impérialistes.

En proie à de violentes difficultés intérieures, à une ambition de pouvoir dévorante, rien n'arrêtera l'expansion colonialiste des nouveaux tsars qui rêvent de devenir les nouveaux maîtres du monde. Rien si ce n'est, tôt ou tard, la force unie des peuples du monde opprimés qui se dresseront pour les briser. Le plus tôt sera le mieux.

CHINE Sous la dictature du prolétariat

POURSUITE DE LA LUTTE DE CLASSE

PÉKIN

Le «Quotidien du peuple» organe central du Parti communiste chinois, vient de publier un important article qui fait état de l'aiguisement de la lutte de classe au sein du parti.

Dans le même temps, une campagne de critiques, notamment par affiches murales (dazibao) a été déclenchée...

La cible de la campagne serait «les dirigeants engagés dans la voie capitaliste».

Nous manquons à l'heure actuelle d'informations sur cet événement. Cependant il est bon de souligner que la «nouvelle révolution culturelle» ou la nouvelle phase de la révolution culturelle en cours en Chine ne serait nullement un événement exceptionnel mais correspondrait à une lutte pour le renforcement de la «dictature du prolétariat».

Il y a plus de dix ans déjà, Mao Tsé-toung déclarait, parlant de la lutte contre la clique antiparti de Peng Teh-houai que cette lutte était par sa nature *«une lutte de classe ; elle est le prolongement de la lutte à mort qui s'est poursuivie au cours des dix dernières années de révolution socialiste entre les deux grandes classes antagonistes, la bourgeoisie et le prolétariat»* et il devait encore écrire cette formule que l'on retrouvera sous différentes formes sans cesse depuis : *«En Chine, au sein de notre parti, ce genre de luttes, semble-t-il, se poursuivra encore, pendant vingt ans au moins, peut-être même pendant un demi-siècle ; en somme, ces luttes ne prendront fin qu'avec la disparition complète des classes.»*

(Suite p. 3)

CEPEM (Orléans)

Les luttes d'hier et d'aujourd'hui

A Orléans, la CEPEM (Thermor-Sauter) est la plus grosse entreprise métallurgique. Elle fait partie du puissant trust CGE, et construit des appareils ménagers (gazinières, radiateurs, aérateurs, etc.). A Orléans, elle regroupe 2 000 travailleurs, dont 400 immigrés de plus de 10 nationalités différentes, et aussi plus de 800 femmes.

PLUSIEURS ÉCHECS

Dans cette entreprise, depuis 68, aucune grève n'avait été menée à terme. Toutes démarraient minoritairement, n'arrivaient pas à se développer et finissaient par un échec au bout de 3 ou 4 jours.

– En 1973, une grève dans un atelier de presse avait duré 15 jours – grève de coulage total de la production – elle a été réprimée par la direction. Cette direction qui n'a pas hésité à faire venir des travailleurs yougoslaves à la place des travailleurs marocains et français en grève.

– En 1975, nous avons lutté contre le chômage partiel et le licenciement de 52 personnes sous contrat. Cette lutte fut encore un échec.

Tous ces échecs successifs ont provoqué un effet désastreux sur les travailleurs : ils ne croient plus en rien, ne croient plus en la lutte ni à l'unité ; ils disent , «Il y a trop de femmes, trop d'immigrés, on y arrivera jamais...»

CHANGEMENT DE SITUATION

Fin 1975 : redémarrage de l'activité économique, les ventes reprennent, les stocks sont épuisés, l'embauche s'accélère.

En s'appuyant sur tous ces faits, les communistes marxistes-léninistes de l'usine travaillent à la mobilisation, et la section syndicale CFDT développe cette mobilisation puis appelle à des AG qui ont pour objectif de démarrer la grève.

(Suite page 4)

Rehault à Fougères

Les ouvriers brûlent leurs lettres de licenciement

Les 600 ouvriers de l'usine de chaussures Rehault à Fougères (Ille-et-Vilaine) ont brûlé mardi devant les grilles de la sous-préfecture leurs lettres de licenciement.

Après s'être rendus en cortège à la poste pour récupérer les lettres, les ouvriers les ont collées sur les grilles de la sous-préfecture avec une colle plastifiée, puis les ont brûlées.

L'usine Rehault, qui avait été mise en liquidation judiciaire le 10 février dernier après son dépôt de bilan pour raison économique, a été occupée mardi matin par les ouvriers.

Dans tout le pays

Des manifestations paysannes

Durant la journée de mardi, des milliers d'agriculteurs devaient manifester un peu partout dans le pays.

Les sujets de mécontentement des petits paysans ne manquent pas, qu'ils soient éleveurs, producteurs de lait, de vin, ou autres, en deux ans, leurs revenus ont baissé de plus de 20 %.

La question des prix de vente de leur production est donc au centre de leurs préoccupations bien légitimes.

Les petits paysans veulent vivre de leur travail, et revendiquent des prix pour leurs différents produits leur permettant d'assurer un revenu équitable pour eux et leur famille.

Evidemment, comme chaque année à la même époque, le gouvernement et leurs amis, Debatisse et Cie chantent la même chanson : «Ce n'est pas nous qui décidons les prix, mais Bruxelles».

D'autres, comme les dirigeants du vieux PCF, chantent à peu près le même refrain en disant que c'est la faute du Marché commun et des «abandons dus à la supranationalité».

(Suite p. 3)

Navire espion soviétique en mer du Nord

Un bâtiment de la Royal Navy a donné la chasse mardi à un navire espion soviétique dans les parages de deux plateformes pétrolières en mer du Nord, a annoncé un porte-parole officiel britannique.

Le navire soviétique, le «Khersones», pris en chasse par le «HMS Jura» se trouvait à l'intérieur de la zone de sécurité de cinq cents mètres autour de deux plateformes pétrolifères des Forties.

Le «Khersones» avait déjà provoqué l'intervention de la Royal Navy jeudi soir à proximité de plateformes d'un autre champ pétrolifère au large des îles Shetland.

Pékin Soutien à la reunification de l'Allemagne

Recevant un membre du Conseil central de l'Union chrétienne démocrate allemande, le ministre des Affaires étrangères chinois Kiao Kouan-houa a affirmé :

«Trente années se sont écoulées depuis le fin de la Seconde Guerre mondiale. L'Allemagne reste divisée aujourd'hui encore. Nous estimons que l'aspiration de la nation allemande à la réunification est légitime. A l'heure actuelle, d'énormes changements se sont opérés dans la situation mondiale.

»L'hégémonisme est déjà devenu le foyer le plus périlleux de guerre. Par conséquent la réunification de la nation allemande ne saurait apporter du danger aux peuple européens. Le peuple allemand, comme les peuples des autres pays européens, condamne avec véhémence les crimes d'agression perpétrés par les fascistes hitlériens.

»Pour intimider les peuples européens, les hégémonistes ont fait diverses accusations sans fondement contre le peuple allemand, et ont qualifié de «revanchards» et de «forces nazies» les hommes d'État de la République fédérale d'Allemagne qui insistent sur la réunification de la nation, combattent la division nationale et osent dénoncer leurs ambitions expansionnistes et leurs conspirations d'agression. Leur but véritable est de dissimuler leur ambition de perpétuer la division de l'Allemagne et de pratiquer ensuite l'expansion vers toute l'Europe occidentale.»

L'Urss prépare d'autres « Angola »

Les révisionnistes soviétiques ont offert à l'Organisation populaire du Sud-Ouest africain (SWAPO) une importante aide militaire et des instructeurs pour entraîner les combattants de l'organisation en Angola, rapporte mardi à Lusaka le quotidien zambien «Daily Mail».

Le quotidien précise que l'octroi de cette aide serait toutefois subordonné à l'abandon immédiat par le SWAPO de toute aide en provenance de Chine populaire.

L'offre soviétique, indique le journal, a été faite au début du mois de février au cours d'une rencontre à Luanda entre M. Sam Nujoma, président du SWAPO, et le chargé de mission soviétique auprès du MPLA. Le journal précise que M. Nujoma, au cours de cette entrevue, a reçu l'assurance que s'il acceptait une alliance avec l'URSS, ce pays lui fournirait les mêmes armes que celles qui ont été fournies au MPLA et qu'il pourrait compter sur des bases au sud de l'Angola.

L'économie de l'Allemagne de l'Est

PRIORITE A LA PRODUCTION POUR LA GUERRE

Nous publions ci-dessous un article paru dans «Roter Morgen», organe central du Parti communiste d'Allemagne (marxiste-léniniste), du 17 janvier 1976. Il apporte en effet un certain nombre de révélations très éclairantes sur la manière dont le social-impérialisme russe intensifie les préparatifs de toutes les forces militaires qu'il domine en vue d'une guerre d'agression et sur le sort de la classe ouvrière et du peuple de RDA qu'il opprime.

A la fin de l'année dernière, la clique révisionniste de Honecker a publié un additif aux «Réglementations sur les livraisons et les services aux organismes militaires». Par ces réglementations, la nouvelle bourgeoisie de RDA montre sa volonté de mettre encore plus l'économie du pays au service des préparatifs de guerre des sociaux-impérialistes et d'intensifier l'asservissement et l'exploitation des travailleurs de RDA.

Des canons à la place du beurre

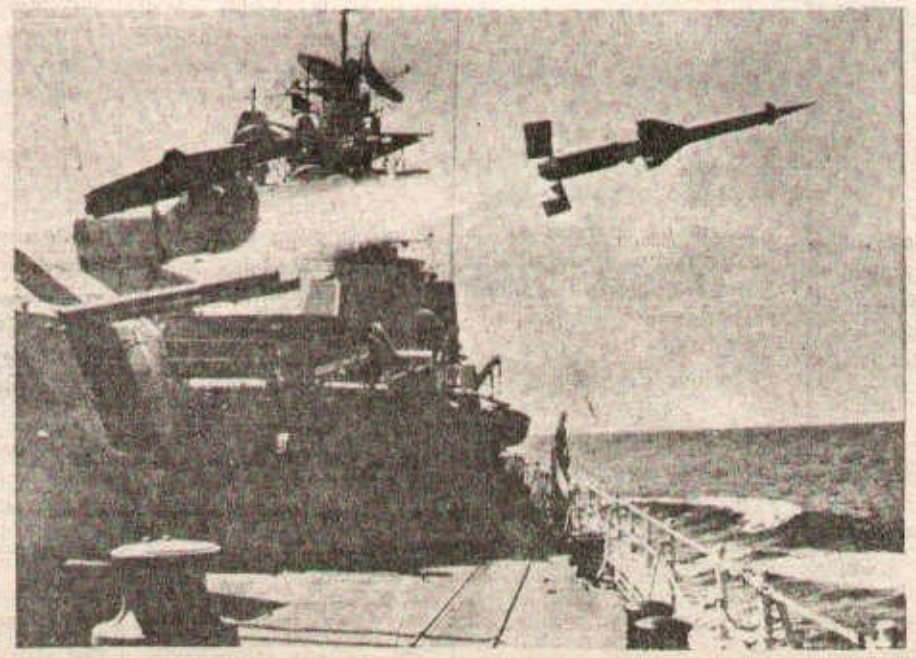
Quel est le contenu de cet additif ? En substance, il dit que les entreprises est-allemandes sont obligées d'exécuter prioritairement, en toutes circonstances, les commandes des forces armées – c'est-à-dire d'organiser la production dans le sens d'une économie de guerre. La production pour la guerre est prioritaire, et, comme il est dit dans l'additif, «en cas de difficultés insurmontables de livraison», les désirs des forces armées doivent «être satisfaits au détriment de l'approvisionnement civil». Par cet additif, la clique social-fasciste de Honecker a proclamé que sa politique est «des canons à la place du beurre». C'est là la ligne de conduite à laquelle les sociaux-impérialistes ont contraint leurs vassaux d'une façon encore plus impérative l'an dernier.

Les fusils sont aussi braqués vers le peuple

Les travailleurs de RDA auront de nouvelles charges à supporter. La crise économique en RDA qui est le résultat inévitable de la restauration du capitalisme, de l'exploitation de la classe ouvrière par la nouvelle bourgeoisie et la conséquence du pillage éhonté des richesses de la RDA par les sociaux-impérialistes russes, ne peut manquer de s'accentuer. Déjà, en annonçant les chiffres du plan à atteindre cette année 1976, le gouvernement est-allemand a dû reconnaître que les chiffres du nouveau plan, et surtout ceux qui concernent l'approvisionnement des travailleurs en biens d'usage courant, seront plus bas que ceux de l'an dernier. On dit maintenant : «Il faut limiter la consommation individuelle». Mais il est caractéristique que les chiffres concernant les exportations vers l'URSS soient en progression, de même que les chiffres de la production de machines, qui représentent la plus grande partie des exportations. Les capitaux investis officiellement pour l'armement progresseront d'un milliard de marks – et ils représentent déjà, selon les données officielles du gouvernement de RDA, 5,4 % du produit national brut (c'est le taux le plus élevé après celui des sociaux-impérialistes russes eux-mêmes). Quand on pense que les travailleurs est-allemands doivent en plus supporter la présence de 325 000 occupants russes et que les sociaux-impérialistes russes ne manquent pas de s'enrichir par cette occupation, qu'ils revendent à la RDA tous leurs vieux systèmes d'armements démodés, que les sociaux-impérialistes russes exigent la construction de lignes de chemin de fer et de routes, on comprend que dans la réalité, on ne verra rien de toute la propagande révisionniste sur le bien-être croissant des travailleurs de RDA. Au contraire. Les sociaux-impérialistes russes et leurs vassaux, la nouvelle bourgeoisie de RDA renforcent leur exploitation et leur pillage des travailleurs.

Tout comme la Bundeswahr impérialiste en Allemagne de l'Ouest, l'armée de RDA est, après les occupants russes, l'instrument le plus important pour maintenir le peuple opprimé. Cela ne se voit nulle part mieux qu'à travers l'exemple du mur de Berlin et des champs de mines et «ceintures de la mort», le long de la frontière entre la RDA et la RFA. Les fusils de la prétendue armée populaire sont tournés vers le peuple, et ils sont responsables de dizaines et de dizaines de meurtres.

D'un côté une politique accélérée d'armement et de préparatifs de guerre, de l'autre une exploitation et un pillage accrus du peuple – voilà la réalité de ce «paradis des travailleurs» loué par la propagande révisionniste : une prison militaire pour les travailleurs.



Une militarisation forcenée... sur le dos des peuples des pays de l'Est.

EGYPTE :

Les pressions soviétiques.

Dans une récente interview, le président Sadate a, une nouvelle fois, dénoncé le retard apporté par les Soviétiques à l'exécution des accords conclus et les pressions qu'ils exercent sur l'Egypte. Il a souligné :

«Les relations bilatérales entre Le Caire et Moscou restent jusqu'ici ce qu'elles étaient et nous n'avons fait aucun pas en avant. Le plus honteux c'est l'arrêt du travail d'entretien des moteurs d'avion. Sans entretien du moteur – partie essentielle – à quoi peut encore servir un avion ? Ils exercent sur nous des pressions qui se font de plus en plus fortes. »

▽ ▽

SYRIE :

Non à la Conférence de Genève

«La Syrie ne participera pas à la Conférence de Genève car il a été démontré que cette voie ne mène pas à la paix», a déclaré Mahmoud Al Ayoubi, premier ministre de Syrie dans une récente interview. Il a ajouté : «Le récent veto américain a mis fin à cette conférence. Les États-Unis n'ont pas permis au Conseil de Sécurité de parvenir à une résolution équilibrée qui aurait pu mener à la paix. »

▽ ▽

ZAIRE :

Expulsion de mercenaires

Vingt deux mercenaires, vingt Anglais et deux Français, ont été interceptés lundi midi à l'aéroport de Kinshasa par les autorités zaïroises. Interrogés ils ont reconnu qu'ils transitaient par le Zaïre pour aller combattre en Angola. Ils ont été explusés le soir-même et ont dû repartir aussitôt pour l'Europe.

Des instructions très strictes ont été données en ce sens à tous les aéroports et postes frontaliers du Zaïre.

▽ ▽

Rectificatif :

Nous avons omis de signaler à nos lecteurs que l'article publié dans notre édition No 431 datée du 18 février 1976 relatant la grève des ouvriers de «Timex» au Portugal avait été rédigé à partir de deux articles publiés dans les No 7 et 8 du journal marxiste-léniniste portugais «O Communista», organe central de l'Union pour la reconstruction du Parti communiste (marxiste-léniniste) (UR-PC).

Nous nous en excusons auprès de ces camarades.

CHINE — Sous la dictature du prolétariat

POURSUITE DE LA LUTTE DE CLASSE

SUITE DE LA PAGE UNE

Sur quel point se manifeste aujourd'hui cette lutte de classe au sein du Parti communiste chinois et en Chine.

En grande partie sans nul doute la lutte porte sur la question : quelle voie suivre dans l'édification économique ? et encore sur la question : doit-on s'appuyer ou non sur la ligne fondamentale du parti qui est de prendre la lutte de classes comme axe · Une récente directive du président Mao est claire à ce sujet : *«Stabilité et unité ne veulent pas dire suppression de la lutte de classes ; la lutte de classes, c'est l'axe qui entraîne tout le reste»*.

En choisissant un autre axe ou en multipliant les axes, on s'engage inévitablement dans la voie capitaliste. Le danger est très grand pour la dictature du prolétariat. L'exemple tragique de l'URSS est toujours présent. Et Mao Tsé-toung n'a cessé de le répéter notamment depuis 1963, si l'on oublie la dictature du prolétariat, c'est-à-dire si l'on oublie d'exercer une dictature intégrale dans tous les domaines sur la bourgeoisie, *«alors il se passerait peu de temps, peut-être quelques années ou une décennie, tout au plus quelques décennies, avant qu'une restauration contre-révolutionnaire n'ait inévitablement lieu à l'échelle nationale, que le parti marxiste-léniniste ne devienne un parti révisionniste, un parti fasciste et que toute la Chine ne change de couleur.»*

C'est pour conjurer ce danger qu'ont été déclenchés la Grande Révolution culturelle prolétarienne, le mouvement de critique de Lin Piao et Confucius, le mouvement d'étude de la dictature du prolétariat, et la critique actuelle du roman classique Chouei Hou (Au bord de l'eau) qui propage le capitulationnisme. Tous ces mouvements mobilisent largement les masses, la ligne révolutionnaire du président Mao consistant à élever sans cesse la conscience et la vigilance des centaines de milliers d'ouvriers, paysans et soldats chinois sur la ligne bourgeoise de ceux qui répandent d'une manière ou d'une autre la «théorie de l'extinction de la lutte de classes».

Tous les mouvements de critique de masse entrepris contre les dirigeants engagés sur la voie capitaliste ont été suivis de victoires magnifiques du peuple chinois sur tous les fronts.

C'est pourquoi devant l'annonce de la lutte aiguë qui se déroulerait en Chine, nous n'avons pour notre part aucune inquiétude, au contraire. Le fait que *«le Quotidien du peuple»* ait parlé de la lutte de ligne indique bien une fois de plus que les larges masses sont invitées à se mobiliser pleinement pour critiquer la voie capitaliste. C'est une preuve supplémentaire de la vitalité de la dictature du prolétariat en Chine.

Berliet

NOUVEAUX DEBRAYAGES

Un nouvel arrêt de travail a été déclenché mardi matin, durant une heure, dans l'atelier de fonderies des usines Berliet à Vénissieux.

D'autres débrayages sont prévus mercredi, une heure d'arrêt est prévue chez les dessinateurs, et jeudi chez les ouvriers de production pendant une heure trente.

«Il y a, dit la CFDT, un ensemble de conflits particuliers à plusieurs secteurs de l'entreprise, mais qui convergeront tôt ou tard vers un conflit généralisé.»

Les principaux points de mécontentement sont essentiellement la nouvelle grille des salaires «appliquée selon les syndicats sans négociations», les problèmes de classification et la qualification ainsi que les droits syndicaux.

M. PAPINSKI A CESSÉ SA GREVE DE LA FAIM

Jacques Papinski, hospitalisé à Briey (Meurthe-et-Moselle) depuis le 6 février, a arrêté «provisoirement» hier de faire la grève de la faim.

Dans une déclaration téléphonique à l'AFP, Papinski, qui faisait cette grève depuis le 19 novembre, a indiqué qu'il avait pris la décision d'y mettre un terme «dans un esprit de conciliation, pour faciliter les contacts éventuels». L'ancien instituteur d'Homecourt se trouve toujours en salle de réanimation, où sa perfusion lui a été enlevée ce midi, et où il se réalimente lui-même progressivement. Il devrait quitter l'hôpital au cours de la semaine.

(Toulon) 1200 tonnes d'armes françaises contre le peuple sahraoui

Début février une cinquantaine d'appelés du 1er BATM en garnison à La Rochelle sont partis à Toulon sans aucune précision quant à la mission qui devait durer de trois à dix jours ;

au terme des dix jours, dix appelés sont revenus et dix autres sont partis les remplacer. Le secret militaire n'a pas à être gardé : l'armée colonialiste a fait charger 1 200 tonnes d'armes et munitions en direction du Maroc et ce, pour réprimer la juste lutte du peuple sahraoui alors que Giscard fait des promesses à Alger. Un autre bateau a accosté à Toulon et à nouveau 1 200 tonnes sont chargées. Fin probable de la mission jeudi 19. Les appelés travaillent 10 à 12 heures par jour, de 6 heures à 12 heures et de 18 heures à 24 heures. On envoie à Toulon des soldats de La Rochelle comme on envoie à La Rochelle des soldats d'Angers pour charger des armes à destination de Djibouti. Au côté des soldats du 1er BATM il y a des soldats du génie et de la marine.

DES MANIFESTATIONS PAYSANNES

SUITE DE LA PAGE UNE

En réalité des propos, comme ceux que l'on a entendu toute la journée de mardi sur les ondes de la radio et de la TV — «les agriculteurs manifestent pour soutenir Bonnet à Bruxelles» — ne visent qu'à masquer les véritables responsables du bas revenu paysan ; à savoir les capitalistes et les paysans riches, leurs alliés, qui profitent des miettes.

Car, qui contrôlent les marchés des productions, qui jouent à la baisse ou à la hausse en fonction des stocks, qui élèvent sans arrêt les prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture, si ce n'est les trusts, les banques qui se trouvent dans notre pays ?

Pourquoi aller chercher des repoussoirs à Bruxelles, alors que les premiers ennemis des petits paysans sont bien chez nous, dominant la ville et la campagne, et utilisant l'État et son gouvernement bourgeois pour réprimer toute action de masse qui remettrait en cause leur pouvoir ?

Cela n'a qu'une raison : détourner la colère des masses paysannes vers des voies de garage.

N'est-ce-pas ce qu'ont cherché les dirigeants de la FNSEA et du MODEF en organisant cette journée ?

Quelle perspective syndicale et politique ont apporté ces dirigeants lors de cette journée ?

Cela ne s'est-il pas traduit dans l'ensemble par les formes d'actions tels les défilés sans mots d'ordre, pacifiques, alors que de tels rassemblements de masse sont une occasion de se regrouper pour la lutte active ?

D'ailleurs, en quelques endroits, comme à Épinal ou en Corse, il est clair que le service d'ordre musclé de la Fédération a eu bien du mal à retenir cette foule de petits paysans décidés à affronter les CRS si ceux-ci devaient les empêcher de manifester comme ils l'entendaient.

Un civil emprisonné sur décision de l'autorité militaire

Ses parents nous écrivent

Notre fils s'est engagé pour 3 ans dans la marine nationale afin d'apprendre le métier de diéséliste.

Après 2 ans passés à l'armée, ayant été contraint de participer à tous les tirs atomiques lors de la campagne de Mururoa en 1974 (les sept derniers tirs aériens) il a été traumatisé par ce type d'expériences. Son congé ayant été retardé, de retour en France, fiancé à une jeune fille de santé fragile, inquiet, plusieurs fois il n'a pas réintégré sa base à temps et a donc été considéré comme déserteur.

Déprimé, il a été soigné aux tranxtène 10. Malgré la reconnaissance de cet état dépressif (reconnu par l'hôpital Béquin) l'autorité militaire n'a pas hésité à le condamner à cinq mois de prison avec sursis et un mois ferme. Libéré, après 23 jours de prison, il a été renvoyé dans ses foyers.

Heureux de retrouver sa femme enceinte, ayant trouvé du travail et un logement, quelle ne fut pas sa surprise après 3 mois de vie civile d'être convoqué à la gendarmerie de Saint-Michel sur-Orge (Essonne) pour la «régularisation de sa situation militaire».

Surpris et craintif, ayant été maltraité quelques mois auparavant par quelques gendarmes (frappé aux testicules et aux plis des bras et des genoux pour ne pas laisser de traces) avec des méthodes dignes de la Gestapo telles que nous les avons vécues dans la Résistance (FTP). A cette dernière convocation, devant la crainte de notre fils, nous l'avons accompagné pour aller chercher ses papiers militaires.

Quelle ne fut pas notre surprise d'apprendre qu'on l'emmenait à la prison de Fleury-Mérogis pour 7 jours. Civil, le voilà condamné pour un complément de peine militaire.

Peu importe à ces messieurs de l'autorité militaire qu'il ne puisse payer son loyer et perdre son emploi. Il est certain, que si notre fils était fils de bourgeois, les choses ne se seraient pas passées de la même façon. Il aurait été traité avec égard, il n'aurait certainement pas de jours de prison, il n'aurait pas de soucis de logement, de risques de se retrouver au chômage.

Ce qui frappe notre fils est donc une justice de classe dont nous ne pourrons nous débarasser qu'en renversant la bourgeoisie et en instaurant notre propre justice, celle du prolétariat.

M. et Mme C.

LES AVEUX de l'HUMANITE

A la veille du 25ème congrès du parti révisionniste soviétique, «L'Humanité» publie un reportage qui voudrait donner une image flatteuse de l'URSS . Mais c'est là une tâche difficile et le reportage en question laisse transparaître certains aspects de la réalité qui en disent long.

D'abord des chiffres. «La production agricole n'a augmenté que de 13 % pour l'ensemble du quinquennat, au lieu des 20 à 22 % escomptés. En sorte que le revenu national n'a augmenté que de 28 % au lieu des 37 à 40 % souhaités. Ces chiffres sont en dessous de la réalité mais donnent une idée de l'échec du 9ème plan quinquennal. Autre échec avoué : les prévisions concernant le développement de la consommation n'ont pas été réalisées non plus. «Les gens ne sont pas contents» nous dit-on.

«La récolte céréalière 1975 est la plus mauvaise depuis 10 ans» peut-on encore lire.

Tout cela n'est-il pas un aveu sur la crise qui secoue l'économie capitaliste de l'URSS, et que les révisionnistes français ont cherché à cacher ?

Mais ce n'est pas tout. Parmi les causes essentielles de cette crise voici ce qu'indique un officiel soviétique : «La défense nous étouffe» «de colossales dépenses improductives». C'est là l'aveu de la militarisation de l'économie soviétique, consacrée pour une part de plus en plus grande à la fabrication d'armements. «Des canons, pas de beurre», telle est la politique de la bourgeoisie monopoliste au pouvoir en URSS. C'était également celle d'Hitler. Pour se préparer à la guerre d'agression, l'URSS réduit la consommation du peuple.

Solmer (Fos sur mer)

LA GREVE SEULE ARME POUR OBTENIR NOS REVENDICATIONS

Refusant le chantage de la direction qui impose le chômage partiel, puis le lock-out, le personnel de Solmer avec l'appui de la CFDT (qui est majoritaire) et de la CGT, est en lutte depuis trois semaines pour faire aboutir ses revendications, contre le lock-out et toute forme de chômage. Ces revendications sont pourtant bien connues de la direction de Solmer, car certaines ont été exposées de longue date.

Ce que veut le patron c'est la division

Le patronat ne cesse de jouer la division entre les travailleurs et les syndicats, pour mieux réprimer par la suite.

La direction laisse volontairement pourrir le mouvement, elle se contente de dire : *«Parlons de la reprise du travail et de son calendrier. Pour le reste, on verra plus tard»*. Chaque jour pourtant, c'est le phénomène inverse qui se produit : la mise en chômage de plusieurs centaines de travailleurs est sous la seule responsabilité du patronat. C'est bien la direction qui refuse de satisfaire les revendications des travailleurs.

Les travailleurs décident chaque jour de reconduire leur mouvement, cela au cours de leurs assemblées générales, car pour eux : la grève est la seule arme pour arracher les revendications.

Le vendredi 13 janvier les travailleurs de Solmer avec la CFDT, se sont déclarés prêts à contrecarrer un projet de la direction d'Usinor de transférer une partie de la production de Solmer de Fos-sur-Mer (6 500 salariés). Les ouvriers des hauts fourneaux de Dunkerque et de Denain ont débrayé par solidarité.

Le marchandage de la CGT, une collaboration

Une entrevue de 5 heures à l'inspection du travail de Marseille entre syndicats et direction de Solmer s'est soldée par un échec, rien n'a été obtenu. Or la CGT agissant sous l'impulsion du PCF fait le jeu de la direction, en estimant que pour la première fois depuis le début de la grève : *«La direction avait fait preuve d'une certaine intention de dénouer la crise !!!»*

Une fois de plus la CGT veut négocier les licenciements avec le patron sur le dos des travailleurs. Pour elle, mieux vaut 4 700 travailleurs en chômage technique (ou licenciés) que 6 500 qui représentent la totalité des travailleurs de Solmer Fos.

Les travailleurs ont déjà montré leur volonté de lutter de vaincre, cela s'est vu aussi dans les récentes assemblées générales. Pour vaincre il leur faut déjouer toutes ces manœuvres.

Redon (Ille et Vilaine)

LA SPRI EN GREVE ILLIMITEE

La SRPI (Société de recherche et perfectionnements industriels) emploie 450 ouvriers dont une majorité de femmes. Son siège est à Cachan dans la région parisienne. Elle est formée de deux secteurs : constructions téléphoniques pour la CIT et mécanique de précision.

Jeudi 12 février, les travailleurs de la SRPI se sont mis en grève illimitée.

Depuis mai 75, aucune augmentation de salaire !... En octobre, les horaires sont ramenées de 44 heures à 42 heures, puis à 40 heures en novembre, avec perte de salaire. Un OS gagne aujourd'hui 1 300,00 F net.

Le 15 décembre : 46 ouvriers du secteur mécanique de précision, sont mis en chômage partiel de 32 h ; le 1 février, ce sont 41 autres (ouvriers, administratifs, maitrise) soit aujourd'hui en tout 87.

Par contre, au câblage-sondage, le nouveau PDG impose de nouvelles cadences. Le chef d'atelier demande à une ouvrière de s'occuper de deux machines à la place d'une, quand il y a des absences...

Le 11 février, la direction envoie des lettres d'avertissement à 5 ouvrières qui ne font pas les cadences imposées, menace de licencier les autres qui seront dans le même cas et refuse toute augmentation tant que toutes ne feront pas les cadences.

C'est la goutte qui fait déborder le vase. A l'appel des sections CFDT-CGT, les travailleurs se sont mis en grève illimitée, FO qui continue de travailler, c'est fait huer par les grévistes.

Les mots d'ordre sont : REFUS de tout LICENCIEMENT, que ce soit pour «raisons économiques» ou parce que des ouvrières ne réalisent pas les cadences ; PAS DE SALAIRE INFÉRIEUR à 1 700,00 F par mois ; AUGMENTATION ÉGALE POUR TOUS de 250,00 F.

Correspondant H.R.

CEPEM (Orléans)

LES LUTTES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

SUITE DE LA PAGE UNE

Une première AG se tient le matin, mais elle est minoritaire. Les camarades qui interviennent lors des prises de parole demandent à l'assemblée des grévistes de retourner dans les ateliers et que chaque gréviste amène un autre travailleur.

Nous tenons une 2è AG l'après-midi et là, étant majoritaires, les camarades appellent à voter la grève illimitée reconductible tous les matins en AG.

Au début nous avons commencé la grève à 55 %. Mais après avoir développé l'unité à la base, nous sommes aujourd'hui 98 % dans la lutte.

COMMENT S'EST RÉALISÉE CETTE UNITÉ

Après discussions, persuasion, en tenant des piquets de grève déterminés mais calmes, en prenant la parole continuellement, en n'empêchant pas les «prisonniers du travail» de rentrer. Les travailleurs immigrés sont le fer de lance de notre lutte, ils sont les plus déterminés.

Cette unité ainsi forgée est bien l'unité à la base et dans l'action de toute la classe ouvrière de la CEPEM : immigrés, femmes, anciens, jeunes.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EST SOUVERAINE

La direction de la grève est assurée par une intersyndicale CFDT-CGT mais l'assemblée générale est souveraine. Les camarades de la CFDT essaient de préserver l'unité à la base.

Nous luttons : pour l'embauche des personnes sous contrat, 150 F d'augmentation uniforme, l'abaissement des cadences, le 13è mois avec plancher minimum.

La première entrevue avec la direction n'a rien donné.

Mardi 17, le comité de soutien — adhésion individuelle, placé sous la direction des grévistes de l'entreprise — est mis sur pied lors de l'AG du matin. Ensuite nous allons en manifestation dans les rues jusqu'au bureau de la direction. On était bien 1 500, déterminés à aller jusqu'au bout et à le faire savoir à la direction... et aux travailleurs des autres boîtes. *Unis à la base et déterminés nous vaincrons !* La CGE devra payer !

Face à la puissante CGE, nous appelons tous les travailleurs (et principalement dans les entreprises tenues par la CGE), avec les organisations qu'ils se sont donnés, à nous soutenir dans notre lutte.

Les travailleurs marxistes-léninistes de la CEPEM.

UNE CITE DE TRAVAILLEURS IMMIGRES PRIVÉE D'EAU ET DE GAZ ET D'ELECTRICITE PENDANT UNE DEMI-JOURNÉE

Les travailleurs immigrés habitant la cité de la Courbedonne à Fos-sur-Mer se sont vus couper l'eau, le gaz et l'électricité lundi entre midi et 21 heures par les gestionnaires de cette cité.

Ces messieurs, en effet doivent trouver les conditions des travailleurs immigrés pas assez insurportables ! Privés d'emploi par les patrons de la Solmer, les locataires (300 sur 350) avaient refusé de payer le loyer du mois de février.

C'est pour ces raisons que ces gestionnaires ont rejoint leurs compères patrons pour réprimer la classe ouvrière.

Au rassemblement national ouvrier

PARTICIPATION DE NOMBREUX OUVRIERS DE LA C.G.E.

Le 14 février — outre ceux de la CEPEM — de nombreux ouvriers de la pieuvre CGE (110 000 travailleurs, une centaine de filiales) étaient présents. Que ce soit par des stands expliquant leur situation et leurs luttes, comme ceux de la SAFT (Bordeaux) qui ont d'ailleurs rencontré ceux d'Alsthom (St-Ouen) pour discuter de leurs luttes et mieux se connaître, ou de Télic (Strasbourg), de la CIT-Alcatel (Thonon-les-Bains), ou ceux des Fonderies Mousserolles (Bayonne) dont un d'entre eux a interprété des chansons basques.

Quant aux ouvriers des Câbles de Lyon (Clichy), venus nombreux — sans toutefois tenir de stand — ils en sont repartis enthousiasmés, renforcés pour les luttes à venir.

LE STAND PARIS-RHONE

Les ouvriers de Paris-Rhône, qui ont mené récemment une lutte difficile, n'ont pas manqué dans leur stand d'en rapporter tous les faits sur de grands panneaux, d'expliquer le sabotage des dirigeants révisionnistes du PCF par CGT interposée. Mais ce qui attirait plus particulièrement l'attention, c'est une remarquable bande dessinée sur la lutte, réalisée sous la direction des ouvriers de l'usine par un camarade qui a mis ses talents de dessinateur au service de la lutte classe contre classe.

Ronéo (Noyon)

21 EME JOUR D'OCCUPATION

(Photo HR)

Les travailleurs de l'usine Ronéo de Noyon (Oise) — mobilier de bureau — sont en grève avec occupation depuis le 29 janvier pour des revendications salariales, notamment une augmentation de un franc de l'heure.

A ce jour la situation n'a pas évolué d'un pouce. La direction de l'entreprise a fait appel, après l'ordonnance du 31 janvier prise par le juge des référés de Compiègne qui avait nommé un médiateur. La cour d'appel d'Amiens doit se prononcer ce jeudi. La direction a fait voter vendredi pour une reprise du travail, ce vote a été une claque magistrale pour la direction, la CGT et la CFDT ayant fait appel à l'abstention, seuls les cadres ont voté (695 abstentions, 128 votants dont 111 pour la reprise).

C'est à une large majorité que l'usine est occupée en permanence (500 personnes) les travailleurs étant bien déterminés à lutter jusqu'à satisfaction.

RECTIFICATIF

Dans notre édition du mercredi 18 février 1976 une coquille s'est glissée dans l'article : «Les ouvriers du trust Michelin coordonnent leurs luttes». Au dernier paragraphe il faut y lire : «Un appel a enfin été fait à l'ensemble des travailleurs de toutes les usines Michelin d'Europe à entrer dans l'action pour la garantie de l'emploi.» (et non pas contre).

FOYERS SONACOTRA EN GREVE

L'unité des ouvriers de onze nationalités

Environ 35 foyers Sonacotra de la région parisienne sont en grève des loyers depuis septembre dernier.

Ils regroupent des ouvriers de onze nationalités qui se sont unis dans la lutte.

La direction des foyers refusent toujours de négocier avec le comité de coordination représentant les foyers en grève.

La direction du PCF et de la CGT ont à plusieurs reprises tente de dévoyer et de saboter le mouvement. Dans les municipalités qu'ils contrôlent, rien n'a été fait pour populariser et soutenir le mouvement dans les foyers.

Ce sont les grévistes qui sont allés eux-mêmes expliquer dans les cités leurs conditions de vie et de lutte, et la signification politique de leur mouvement.

Le texte dont nous publions ci-dessous de très larges extraits a été lu lors d'un meeting de rue organisé par les grévistes, avenue R. Rolland à Saint-Denis (mairie contrôlée par les faux communistes).

QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes des ouvriers de onze nationalités : Maliens, Sénégalais, Mauritaniens, Marocains, Tunisiens, Algériens, Portugais, Espagnols, Yougoslaves, Polonais, Français.

Nous sommes tous exploités à l'usine ou au chantier. Nous sommes des ouvriers comme tous les ouvriers qui sont en France. Avec les autres ouvriers, nous produisons toutes les richesses qui sont en France. Comme tous les autres ouvriers les patrons nous payent une partie seulement de notre travail. Et c'est avec le travail qu'ils ne nous payent pas que les patrons font leur profit. Nous pensons que la question principale en France, c'est la lutte entre les ouvriers et la bourgeoisie.

Nous sommes aussi volés dans le foyer ; on veut nous faire payer 270 F pour une toute petite chambre de 6m2.

Nous sommes aussi opprimés dans notre vie : nous n'avons aucune liberté dans le foyer, nous sommes obligés de vivre loin de nos familles, comme des célibataires. Nous sommes aussi isolés de nos autres frères les travailleurs français parce que nous vivons dans des logements spéciaux, des foyers entourés par un grillage.

AUJOURD'HUI QUE DEMANDONS-NOUS ?

Nous sommes en grève depuis deux mois. Maintenant il y a 35 foyers en grève dans la région parisienne et plusieurs autres dans l'ensemble de la France.

Nous voulons être moins volés : aujourd'hui nous demandons une diminution de 50 % du loyer. Nous demandons aussi des améliorations dans le foyer.

Nous demandons aussi plus de libertés : nous voulons le statut de locataire et la liberté dans le foyer.

OU ALLONS-NOUS ?

Nous savons bien que si nous gagnons d'être moins volés et d'avoir plus de liberté, c'est une bonne chose, mais nous continuerons à être exploités dans notre travail.

Par exemple si nous gagnons la liberté de faire des réunions dans le foyer, nous continuerons à rentrer épuisés du travail et nous n'aurons pas beaucoup de force ni beaucoup de temps pour faire des réunions. En plus la bourgeoisie fera tout pour nous reprendre les droits que nous avons gagné. Dans ces conditions nous continuons à faire cadeau de notre vie aux patrons, nous resterons les esclaves de la bourgeoisie.

En réalité, ce que nous voulons c'est la libération complète des ouvriers.

Mais aujourd'hui, nous ne sommes pas assez préparés pour gagner. Les ouvriers n'ont pas beaucoup de force parce qu'ils ne sont pas organisés et parce que la bourgeoisie a divisé les ouvriers, en répandant partout des idées racistes, en faisant des logements séparés pour les ouvriers des différentes nationalités, en faisant des conditions de vie et de travail un peu meilleures pour les uns, un peu plus dures pour les autres, en faisant des lois différentes pour chaque nationalité.

POUR QUELS CHANGEMENTS FAUT-IL LUTTER ?

Nous avons besoin que les ouvriers soient plus unis pour qu'ils soient plus forts. C'est pourquoi nous devons lutter contre les idées racistes, lancées par la bourgeoisie. C'est ce que nous avons commencé à faire dans notre foyer. Dans les foyers Sonacotra, la politique des gérants c'est diviser pour régner. Les gérants essayent d'opposer les différents groupes nationaux entre eux. Ils appliquent le réglement intérieur, à la lettre pour les uns, avec des aménagements pour les autres. Ils attribuent les chambres en favorisant tantôt une nationalité, tantôt l'autre, pour créer des rivalités. Le résultat de cette politique, c'est la bagarre du foyer de Villejuif, elle était prévue et préparée depuis des années par le sale travail du gérant. Face à cette politique, dans notre foyer, en luttant ensemble, ouvriers de 11 nationalités contre la Sonacotra, nous apprenons à respecter les habitudes des autres camarades, nous échangeons les expériences de lutte de nos différents pays ; nous mettons notre expérience en commun pour mieux lutter contre nos ennemis. Et aujourd'hui notre gérant ne trouve plus personne pour écouter sa propagande de division.

Il faut lutter contre les idées racistes. Il faut refuser la ségrégation raciale dans le logement.

Après les incidents de Villejuif, les journaux bourgeois ont dit : «Quand plusieurs nationalités habitent dans le même logement, voilà ce que ça donne ; il faut faire des logements séparés».

Souvent les foyers d'immigrés se trouvent loin du centre des villes, parfois même en pleine campagne ou en pleine forêt. Beaucoup de municipalités, comme celle de Saint-Denis, fixe un pourcentage maximum d'immigrés qui ont le droit de vivre à Saint-Denis.

Pour les immigrés, il y a des foyers spéciaux, des logements séparés, des quartiers réservés, des villes interdites. Nous devons refuser tout cela.

Il faut un même logement pour tous les travailleurs, sans distinction de nationalités.

Nous devons lutter pour de meilleures conditions de logement pour les travailleurs et pour une plus grande égalité dans le logement.

Foyers Sonacotra, foyers de jeunes travailleurs, HLM, hôtels ou appartements. Par ces différences, la bourgeoisie cherche à diviser les travailleurs. Nous devons au contraire nous unir pour lutter contre le manque de logements pour les travailleurs ; contre les loyers chers, pour pouvoir choisir un logement confortable près de notre lieu de travail.

En France, il n'y a pas assez de logements pour les travailleurs. Vous connaissez tous le problème de trouver un logement. Et parmi les travailleurs immigrés qu'on appelle célibataires, 70 % ont une famille qu'ils n'ont pas la possibilité de faire venir en France, parce qu'il n'y a pas de logements pour eux. Le logement ce n'est pas un luxe, c'est un besoin.

Si dans un foyer Sonacotra, un résident est au chômage et ne peut pas payer, il est expulsé et dans les HLM c'est la même chose. Certains passent plusieurs heures dans les transports entre le travail et le logement. Dans les logements que la bourgeoisie construit pour les travailleurs, on ne peut pas se reposer à cause du bruit.

Pour toutes ces raisons **nous devons lutter pour gagner des logements confortables, libres et pas chers, pour tous les travailleurs.**

COMMENT GAGNER ?

Pour renforcer l'unité de la classe ouvrière, pour préparer la victoire, nous devons lutter pour les libertés démocratiques. Nous devons lutter pour que la bourgeoisie change sa loi. Il nous faut une seule loi, plus libre, pour tous les ouvriers.

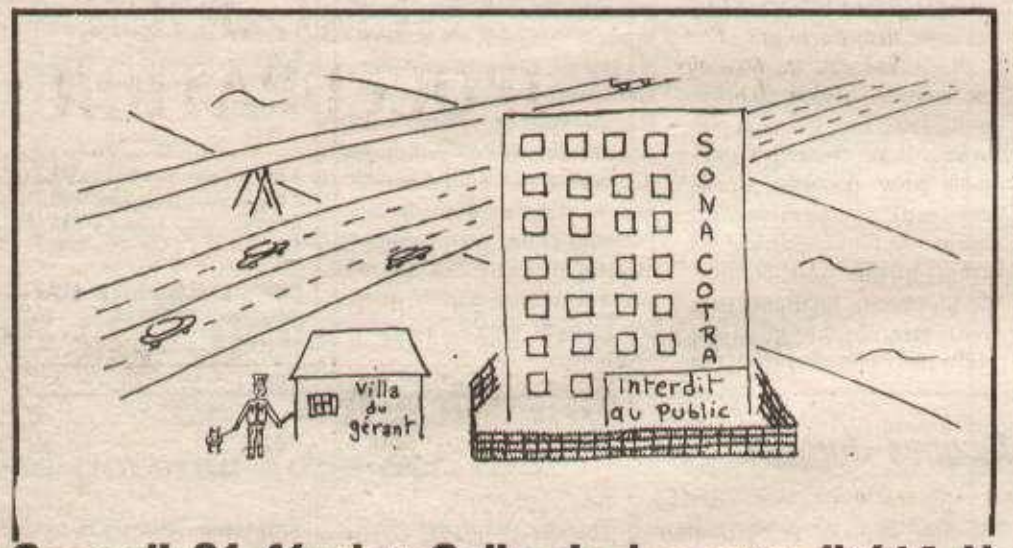
Nous voulons tous les droits politiques pour les travailleurs immigrés : (...) l'interdiction des expulsions, la suppression des cartes de séjour et de travail et le remplacement par une simple carte d'identité, le droit de former des organisations politiques.

Et çà ne suffit pas, parce que tous les ouvriers français ou immigrés manquent beaucoup de liberté.

Les manifestations ne sont que tolérées et beaucoup sont interdites et réprimées. Les occupations d'usines sont interdites et souvent la police intervient. Des partis politiques sont interdits comme l'ARC, (Action pour la renaissance de la Corse), les appelés n'ont pas de libertés politiques dans l'armée. De toutes façons les libertés démocratiques durement gagnées sont sans cesse remises en cause et elles le seront, tant que la bourgeoisie a le pouvoir.

En définitive, nous ne demandons pas quelque chose de spécial pour les immigrés. Quand nous gagnerons ces revendications, ce sera une victoire pour tous les ouvriers. Mais nous gagnerons seulement, si nous luttons tous ensemble, vous et nous.

Il faut commencer à se regrouper pour ce combat. Dans ce but, ce meeting est pour nous l'occasion d'organiser la solidarité avec notre lutte, de discuter des problèmes que nous avons tous, et de mettre en commun nos expériences et notre volonté de lutte.



Samedi 21 février Salle de la mutualité 14 H

GRAND MEETING POPULAIRE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le 14/2/76, nous, délégués du comité de coordination, avons rencontré pour la quatrième fois les représentants de la Sonacotra, Monsieur Rigolet, Monsieur Mengin, Monsieur Francard, accompagnés d'autres personnes, au foyer-hôtel Sonacotra de Colombes, 203 Rue Colbert.

Nous, les résidents, nous voulions et nous voulons toujours négocier avec la Sonacotra sur les bases de notre plateforme revendicative. Les représentants de la Sonacotra ont refusé systématiquement d'examiner les contre-propositions des résidents :

– Pas de règlement de loyers en retard, dans la mesure où la responsabilité de ce retard est due à la Sonacotra.

– Règlement définitif à partir de février, des loyers sur la base des prix proposés comme accompte et qui correspondent à la réduction de 30 % demandée par les résidents.

– Pas de dossier individuel des chômeurs.

– Règlement intérieur élaboré par les résidents eux-mêmes.

Ils nous ont répondu que nos propositions sont irrecevables et qu'en conséquence chaque partie devait «assumer ses responsabilités». A COMPTER D'AUJOURD'HUI, LA SONACOTRA REFUSE DE PAYER LES FACTURES DE L'EDF-GDF, D'ASSURER LE CHAUFFAGE ET L'EAU CHAUDE ET FROIDE A L'INTERIEUR DES 47 FOYERS EN GREVE.

NOUS PENSONS QU'IL S'AGIT DE LA PREMIERE VAGUE D'UNE REPRESSION TRES DURE A L'ENCONTRE DES GREVISTES POUVANT ALLER JUSQU'A L'EXPULSION DES RESIDENTS DE LEUR FOYER.

Nous devons renforcer notre unité et mobiliser les travailleurs français et immigrés autour de nos revendications justes et légitimes jusqu'à leur satisfaction totale.

Comité de résidents et
comité de coordination
56 Rue de la Fontaine-au-Roi
75011 Paris

nouvelle brochure

Meeting régional de Rennes du 18 janvier 1976 des communistes marxistes-léninistes de France

UNITE DES OUVRIERS ET DES PETITS PAYSANS

pour la dictature du prolétariat

E 100

Le dimanche 18 janvier 1976, les communistes marxistes-léninistes de France ont organisé à Rennes 12 heures de rassemblement régional.

Au cours d'un meeting, et dans une atmosphère combative et enthousiaste ont été présentées trois interventions :

— la première prononcée en breton et en français concernait les problèmes spécifiques de la Bretagne.

— la seconde présentée par un ouvrier de l'usine Sambre et Meuse de Saint Brieuc, portait sur les luttes politiques et revendicatives des ouvriers bretons.

— la troisième présentée par Jacques Jurquet concernait la dictature du prolétariat, l'unité de la classe ouvrière, l'unité des ouvriers et des petits paysans, l'édification du Parti marxiste-léniniste unique, et la lutte contre les deux superpuissances.

Ces trois interventions sont reproduites dans cette brochure éditée par les Éditions du Centenaire dans la COLLECTION «MARXISME-LÉNINISME AU COMBAT»,
disponible sur commande à :

— E.100 : 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris ou aux librairies suivantes :
— Les Herbes sauvages, 70 rue de Belleville 75020 Paris.
— La Force du Livre, 33 rue René-Leynaud 69001 Lyon.
— Le Sel de la Terre, 4 rue du Maréchal-Foch 22000 Saint-Brieuc.

Lycée Dupuy-de-Lome (Lorient)

Pressions de l'administration pour reprendre la situation en main

Suite à la lutte menée par la quasi-totalité des élèves du lycée Dupuy-de Lome à Lorient contre la répression, notamment contre le règlement répressif de l'internat, le proviseur Tanguy avait, sur ordre du ministre Haby, décidé la fermeture de l'établissement pour la période du 29 janvier au 9 février.

Lors de la réouverture des portes du lycée, Tanguy a menacé de renvoyer les internes et de les obliger à se réinscrire un par un. Il voulait ainsi intimider les lycéens et leur faire comprendre qu'il pouvait renvoyer définitivement ceux qu'il considère comme les «meneurs».

D'autre part le conseil d'administration qui devait se réunir la semaine de la rentrée pour réviser le règlement intérieur n'a pas eu lieu. Le conseil permanent qui doit en fixer la date ne se réunira que le 25 février.

En un mot, l'administration essaie de reprendre la situation en main, de démobiliser les élèves et se montre décidée à ne pas céder un pouce de terrain.

Face à cela les jeunes communistes marxistes-léninistes de Lorient expliquent sans relâche que ce n'est que par la lutte que les lycéens pourront faire reculer l'administration.

Le cercle de Lorient de la JCMLF.

Nos correspondants nous demandent de rectifier une information erronée qui nous était parvenue : le militant trotskyste n'a pas soutenu les manœuvres des responsables de l'UNCAL et du faux MJCF, membre du Comité d'action, et favorable à un véritable mouvement de masse dirigé par les lycéens eux-mêmes, il s'est au contraire toujours opposé à leur ligne.

POLLUTION DES EAUX

LE RESPONSABLE CE N'EST NI «LA SCIENCE», NI «LA TECHNIQUE», NI LE «PROGRES» C'EST LE CAPITALISME (2)

La pollution, celle des eaux en particulier, n'a rien à voir avec un soi-disant «mal du siècle». La cause en est le capitalisme, la recherche du profit maximum à laquelle se livre la bourgeoisie. La preuve : dans la plupart des cas, pour peu qu'une enquête digne de ce nom puisse être menée, l'on peut voir que c'est pour économiser sur les moyens d'épuration ou de sécurité, au plus grand mépris de la santé des travailleurs, que les patrons laissent leurs usines polluer, parfois dangereusement, les cours d'eau...

Un petit affluent de la Saône, déroulant son cours aux environs de Dijon, est envahi par les boues rouges et jaunes. Les poissons l'ont fui, alors qu'il venait d'être curé par les soins de plusieurs communes riveraines. Un prélèvement a permis d'identifier officiellement les responsabilités de cette pollution : les sucreries de Bourgogne, à Aiserey, et une choucrouterie à Echigey.

Or voici un peu plus de deux mois, M. Jarrot, qui était alors ministre de la Qualité de la vie, prononçait un vibrant éloge du PDG des sucreries, M. Ballegand.

Ici et là des mesures sont prises contre de telles pollutions. Mais alors ce sont les travailleurs, les habitants qui paient, pas les patrons. Pour ne prendre qu'un exemple, citons celui de Venarey-les-Laumes sur le canal de Bourgogne. Une importante station d'épuration y a été inaugurée récemment. Les 3 400 habitants de cette petite commune ont été obligés de payer pour une bonne part une installation qui permet de traiter les déchets d'un équivalent de 52 000 habitants. Luxe excessif ? Pas du tout, une station d'épuration de cette importance était rendue indispensable par la quantité d'eaux usées déversées dans le canal par la fromagerie Bel et l'abattoir municipal. Les patrons polluent et ce sont les travailleurs qui trinquent.

La santé des travailleurs est mise en danger par ces pollutions. En effet si la pollution d'une rivière est assez facilement décelable, celle des eaux souterraines est beaucoup plus insidieuse. Et avant qu'elle soit connue, de nombreux habitants peuvent être intoxiqués. C'est ainsi par exemple que récemment la nappe phréatique alimentant la station de pompage de Condé-en-Barrois dans la Meuse a été polluée. Quand cette pollution a été découverte, il a fallu d'urgence priver d'eau les habitants de cinq communes : Condé-en-Barrois, les Marats, Louppy-sur-Chée, Génicourt-sous-Condé, et Rambucourt-aux-Pots. Le début de cette pollution remontait à combien de temps ? Des habitants de ces communes ont certainement absorbé de cette eau impropre à la consommation, quelles peuvent en être les conséquences ?

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F

	Pli fermé
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE No 3022672 La Source.

Intervention de Jacques Jurquet

(Suite de la page 8)

Il est certes difficile de prévoir l'avenir et la dictature du prolétariat en France est un objectif stratégique des communistes, des vrais communistes fidèles au marxisme-léninisme, c'est-à-dire un objectif final. C'est dire que les formes du nouvel État résulteront de la libre volonté des masses révolutionnaires et de leur formidable créativité, dont aujourd'hui, dans l'enceinte de ce Palais de la Mutualité, nous avons un exemple frappant. Ces masses utiliseront le parti révolutionnaire prolétarien, qu'elles auront édifié au travers de leurs luttes prolongées. Et si l'on parle de ce parti comme dirigeant du processus révolutionnaire, ce ne peut être évidemment qu'en fonction de la volonté des masses et de ce qu'elles auront fait de lui.

Ainsi, nous, marxistes-léninistes, nous rejetons la conception d'un parti exerçant sa direction sur les masses et nous soutenons la conception d'un parti exerçant sa direction avec les masses *(Applaudissements)* C'est là en effet l'un des plus grands enseignements de la Grande Révolution culturelle prolétarienne en Chine : le parti du prolétariat doit servir le peuple et non point se servir du peuple, car s'il se sert du peuple il redevient un parti de la bourgeoisie.

Tout cela signifie qu'à l'heure actuelle notre pratique révolutionnaire reste encore bien trop modeste pour que nous puissions avancer, énoncer une théorie spécifique de la révolution et de la dictature du prolétariat en France, en dehors des enseignements universels des expériences déjà réalisées à travers l'Histoire et dans d'autres régions du monde.

Voilà pourquoi nous nous en tenons à quelques idées qui figurent dans la première partie, et dans la première partie seulement, du Programme issu du 2e Congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France *(Applaudissements)*, dans le paragraphe intitulé «Objectif stratégique actuel». Ce mot «actuel» a pour raison de réserver l'avenir aux apports combien précieux de la pratique révolutionnaire des ouvriers, des petits paysans et des masses populaires au cours du processus révolutionnaire.

Voici un court extrait de ce programme stratégique, qui mérite d'être connu :

«La prise du pouvoir par le prolétariat en armes détruira la domination de classe de la bourgeoisie. Le nouvel État révolutionnaire et prolétarien, au service des larges masses populaires, jettera les bases et garantira les conditions politiques, économiques, sociales et culturelles du socialisme.

»La base permanente et unique du nouveau pouvoir d'État sera constituée par des assemblées populaires, élues à tous les niveaux par les masses laborieuses (unité de base des masses populaires, usine, quartier, commune, canton, région, nation) et ayant à rendre compte devant leurs mandants de tout ce qu'elles auront fait, feront ou prépareront. Les membres responsables de ces assemblées seront révocables à tout moment par leurs électeurs, ne percevront pas de salaire mensuel supérieur à celui des ouvriers et devront partager les conditions de vie des masses.

»Ces assemblées disposeront à leur niveau du pouvoir législatif, exécutif et judiciaire, décideront des lois et contrôleront leur application suivant les principes de la première forme de dictature du prolétariat, la Commune de Paris de 1871.

»Le pouvoir révolutionnaire sera protégé par le peuple en armes (...)

»Dans ce cadre, il sera indispensable de renforcer une véritable défense nationale populaire fondée sur la mobilisation idéologique des très larges masses contre la menace de subversion de l'impérialisme, du social-impérialisme, de toute force réactionnaire, contre-révolutionnaire. Cette défense sera organisée sur la base de milices populaires de quartier, d'entreprise, de commune rurale et de l'armée nationale populaire.»

Voilà pour la dictature du prolétariat, que le 22e Congrès du faux Parti communiste français a délibérément et officiellement reniée alors qu'elle fut à l'origine même de la fondation de ce parti, lors du Congrès de Tours, en décembre 1920, et alors que des centaines, des milliers et des dizaines de milliers de militants communistes ont soit donné leur vie, soit accepté les plus durs sacrifices pour en défendre la juste conception révolutionnaire.

Amis et camarades, expliquez partout ce qu'est la dictature du prolétariat, défendez et dites la vérité sur la dictature du prolétariat, défendez et attaquez sur la base fondamentale des intérêts de classe du prolétariat, défendez et attaquez sur la base de la théorie immortelle du marxisme, du léninisme et de la pensée mao-tsétoung.

Vive la dictature du prolétariat ! *(Applaudissements).*

La fête chez Mohamed Benali
par la compagnie de l'Araignée

UNE PIECE ANTIRACISTE POUR LES ENFANTS

Deux ouvriers de chez Renault et leurs enfants passent le week-end sur un terrain de camping. Mais l'un est français, l'autre algérien. L'Algérien a pris «la» place de l'autre, déchaînant ainsi sa colère raciste : «ils» nous piquent notre boulot, notre pain, notre camping, ils sont sales, ils puent, etc. Mais les enfants jouent ensemble et finissent par démonter le piège du racisme et le scandale de l'exploitation capitaliste. Ils échangent leur petit-déjeuner et apprennent la langue de l'autre. Benali montre la dure condition des immigrés et explique que la division entre Français et immigrés ne profite qu'au patron. Dubois et Benali vont ensemble protester auprès du propriétaire du camping car Benali paie 20 F de plus pour le week-end. Avec les 20 F récupérés il achète de quoi faire une fête avec les enfants.

LA FETE CHEZ MOHAMED BENALI s'adresse aux enfants de 7 à 13 ans. Elle réussit à poser en langage simple des problèmes aussi complexes que l'immigration, le racisme, l'exploitation capitaliste. Elle sait mettre au service d'un contenu politiquement juste un jeu théâtral très vivant. Quand Mohamed et Dubois se serrent la main, nous sommes émus car nous ne voyons pas seulement deux individus mais la classe ouvrière réalisant son unité et qui saura vaincre. Pendant ce temps les enfants chantent : «La terre est assez riche pour nourrir tous les enfants»...

LA COMPAGNIE DE L'ARAIGNÉE consacre son travail depuis 1973 au théâtre pour jeunes. Elle met en scène les problèmes des enfants dans le monde capitaliste (le travail des parents, les rapports dans la famille, l'immigration). Les enfants apprennent ainsi à poser des questions, à critiquer les idées reçues et à prendre position dans un monde qui sera un jour le leur.

Le mercredi et le samedi à 14 h 30 au Théâtre Mouffetard 76, rue Mouffetard Paris-5e. Mo : Place Monge (Pl. : 10 F, enfants 7 F, coll. 5 F). Réserver par tel. : 336-02-87.

Cinéma
« Le masque et la plume » à FR3 dimanche

LES FILMS SUR LES LUTTES POPULAIRES SONT- ILS ENNUYEUX

Le groupe Cinélutte et le réalisateur Marin Karmitz étaient présents dimanche soir à l'émission télévisée «Le masque et la plume» ayant pour thème «cinéma et politique». Depuis plusieurs années, ces cinéastes ont réalisé et diffusé de façon militante des films qui popularisent des luttes ouvrières. Très vite les participants ont dû admettre que tous les films sont politiques et que ce sont les films réactionnaires qui cherchent le plus à cacher leur rôle politique.

Les responsables de l'émission et le cinéaste Yves Boisset essayaient d'opposer «cinéma politique» à «cinéma militant» et ainsi de justifier les films bourgeois «de gauche». Boisset se vantait de pouvoir faire en toute liberté un film sur l'armée produit par Gaumont et traitait avec mépris les films de Cinélutte qui sont «vus par une poignée de gens» ou «*Coup pour coup*» de Karmitz qui ne «tient qu'une dizaine de jours» dans les salles. Cela démontrerait que les films de luttes sont forcément ennuyeux, qu'après huit heures de travail en usine les travailleurs aspirent à «se changer les idées».

Les cinéastes militants ont clairement exprimé leur point de vue : ils veulent faire des films qui reflètent les luttes des travailleurs, de leur point de vue, et faire en sorte que ces films popularisent, soutiennent et fassent progresser les luttes. Qui peut prétendre qu'une grève, une séquestration de patrons est triste et ennuyeuse ? (A ce propos, il est révélateur que la télévision n'ait retenu du film «*Coup pour coup*» dont elle n'avait jamais parlé le passage où une ouvrière d'une chaîne de confection est victime d'une crise de nerfs, alors que cette séquence est suivie par la grève, la séquestration du patron et l'occupation de l'usine, scènes très vivantes et exaltantes).

Le représentant de Cinélutte a nettement contredit les tenants du «bon cinéma politique» : si les documentaires et les films de propagande sur les luttes n'ont pas les millions de spectateurs qu'ils concernent pourtant, c'est que la bourgeoisie en empêche par tous les moyens la réalisation et la diffusion. La lutte pour faire de tels films qui servent les travailleurs est partie intégrante des luttes révolutionnaires. (A ce titre, c'est un succès d'avoir pu montrer un extrait du film réalisé avec les travailleurs de l'imprimerie Darboy en lutte contre les licenciements).

Alors, les cinéastes militants se sont vus poser la question : «N'êtes-vous pas un peu gauchistes ?» — «Non nous sommes des révolutionnaires et par exemple nous sommes pour la dictature du prolétariat». Jorge Semprun lui-même — le scénariste de «Z» — a dit qu'abandonner la dictature du prolétariat c'est abandonner toute perspective d'extinction de l'Etat. Le critique Jean-Louis Bory approuvait et il termina l'émission en levant le poing. Décidément en voulant s'attirer les bonnes grâces de nouvelles couches de la bourgeoisie, le Parti de Marchais ne réussira qu'à se couper encore plus de tous ceux qui aspirent à des changements révolutionnaires.

Samedi, au rassemblement national ouvrier

2 pièces de théâtre

USA ET URSS AU PILORI !

Dans la soirée de samedi nous avons pu voir, en plus de la pièce des travailleurs des Batignolles de Nantes (voir HR No 430), deux troupes de théâtre, une de Paris et une de Lille, celle des Hauts-Plateaux que nous connaissons déjà et celle de la Merlouche.

Toutes les deux s'attaquaient aux deux ennemis internationaux du peuple : les USA et l'URSS.

«Madame la Paix»

Tel est le titre de la pièce que les Hauts-Plateaux ont d'ailleurs déjà jouée aux journées anti-impérialistes du Cedetim, il y a quelques mois. La pièce a depuis subi quelques modifications qui ne font qu'alléger, éclaircir et rendre plus percutante encore la satire et la critique de la notion de détente et de pacifisme.

Les Hauts-Plateaux s'attachent en effet à dénoncer à la fois la «détente sociale» prônée par les «individualistes petit-bourgeois» face à la répression de la bourgeoisie et également prônée par le PCF qui aborde avec arrogance sa théorie du «vaut mieux 40 licenciés que 150» et à dénoncer aussi la détente internationale. La troupe s'en sort très bien, avec brio, humour et justesse. Jacques Bonhomme, le peuple dans la pièce, s'aperçoit très vite que Mister Phoque, le réactionnaire petit-bourgeois est pour la détente et la paix contre le peuple. *La paix «c'est en chacun de nous, la société n'est pas jolie,alors laissons-la tomber». Voilà sa logique. Jacques Bonhomme s'aperçoit aussi très vite que Monsieur Tapisvert c'est le traître qui «résoud les conflits et aplanit les conflits» d'un coup de pied par terre. Ce que veut Tapisvert c'est la paix et la détente* contre le peuple, *celle qui laisse «les patrons exercer leur violence en paix». Jacques s'aperçoit également très vite que le club détente-méditerranée dans lequel Brejninette (Zakousdy 2 000) et Fordninette (Holliday-Ketchup) l'invitent à passer des vacances n'est autre qu'une vaste entreprise pour l'endormir pendant que les croiseurs et autres bateaux de guerre polluent sur la mer et que Brejninette et Fordninette se battent comme des chiffonniers.*

Aussi pour Jacques Bonhomme, la paix du peuple *passe par la révolution pour se débarrasser de tous les imposteurs et les exploiteurs. Remercions la Troupe des Hauts-Plateaux pour la clarté de son «exposé», les rires qu'elle a provoqués. C'est un théâtre simple, qui s'adresse au peuple sans être schématique.*

La Troupe de la Merlouche

Venue de Lille pour participer au Rassemblement, la troupe de la Merlouche avec sa dizaine de comédiens avait également pour cible les deux superpuissances et leur pillage éhonté dans les pays du tiers monde. «Nos deux amis» (titre de la pièce) ce sont les impérialistes US et soviétiques. Ce sont les deux imposteurs qui se présentent tour à tour à Ahmed comme leurs amis. C'est à dire qu'ils veulent planter leurs derricks et installer leurs pipe-lines et y faire travailler Ahmed et ses compagnons.

Un moment abusé, Ahmed commence à avoir la puce à l'oreille lorsque M. Derrick (USA), personnage très pittoresque, lui paye son travail en dollars qu'il lui reprend aussitôt en échange d'une boîte de conserve.

Dans la pièce de la Merlouche l'impérialisme US, sous les traits de Mister Derrick, se plaint des misères que lui fait subir les peuples du tiers monde qu'il exploite.

Car pour Ahmed et son peuple c'est l'exploitation qu'il subit, avec son cortège de mauvaises conditions de travail, de misère et de brimades.

Mais surgit un nouveau compère, au nom évocateur de Kalinka Kalinka Kaya. Personnage enjoleur et mielleux, c'est le social-impérialisme. Sous les traits d'une comédienne, le social-impérialisme s'affiche «*meilleur ami*» encore que l'impérialisme US. Ses procédés sont légèrement différents : il encourage Ahmed à chasser l'américain Derrick, en lui vendant des armes rouillées et usées... moyennant la possibilité bien sûr de poser quelques pipe-lines et derricks. Une pièce humoristique et une véritable plaidoirie pour la lutte des peuples du tiers monde contre les deux grands.

Très applaudie par le public, la pièce a cependant quelques longueurs qui font perdre de sa vigueur à l'exposé politique, mais il est souhaitable qu'elle soit vue par le plus grand nombre de travailleurs car elle est une véritable œuvre artistique et de propagande contre la rivalité USA-URSS dans le tiers monde.

ET AUSSI LA VIDEO...

Au détour d'un couloir, un certain nombre de ceux qui sont venus samedi, ont pu voir quelques films projetés sur magnétoscope. Ce fut comme une télévision sur laquelle on pouvait voir autre chose que la soupe habituelle. Ainsi étaient diffusés, le film de l'intervention de l'Humanité Rouge à la télévision, un film sur Garnier-Redon, un film de Chapouillé sur «la grève du lait», un autre sur une pièce de théâtre dénonçant les hausses sur le chauffage dans une Zup du côté de Rennes.

Livres

Publication par l'université de Pékin d'un « Précis d'histoire universelle »

L'université de Pékin a publié un «précis d'histoire universelle», dans lequel est réfutée la théorie qui fait de l'Europe le centre de la civilisation, annonce mercredi l'agence «Chine nouvelle»

L'ouvrage démontre également que l'histoire a été faite par le peuple et non par «les empereurs, les généraux et les ministres». Mais «il montre l'histoire comme elle est, écrit l'agence chinoise, non pas entièrement centrée sur l'Europe», mais sur les «peuples de toutes les nations, créant leur propre histoire».

L'ouvrage est un des 19 recueils d'histoire publiés par l'université de Pékin depuis 1970, après l'introduction de réformes éducatives radicales par la Révolution culturelle. L'agence précise que douze autres livres doivent paraître prochainement. S'il est un souhait à formuler, c'est bien celui de voir rapidement traduits ces 20 volumes dans les langues du monde entier.

l'Humanité Rouge

L'intervention de Jacques Jurquet au Rassemblement du 14 février (2)

Un Etat d'un autre type Un Etat prolétarien

Nous n'allons donc pas nous étendre sur tous les aspects et les manifestations d'une crise dont la bourgeoisie capitaliste au pouvoir entend faire supporter toutes les conséquences par la classe ouvrière, les petits paysans et l'ensemble des masses populaires laborieuses.

Car le Rassemblement national ouvrier qui nous réunit aujourd'hui est précisément en lui-même la première grande manifestation prolétarienne et populaire. Il est un rassemblement politique de classe et de masse, contre la politique des banquiers et autres capitalistes monopolistes qui détiennent le pouvoir, l'État et le gouvernement.

Pourquoi disons-nous qu'il constitue la première grande manifestation, alors que le Parti communiste français et l'Union de la gauche ont déjà rassemblé des foules importantes composées d'hommes et de femmes qui rejettent la politique actuelle et qui aspirent à des changements profonds, réels et durables ?

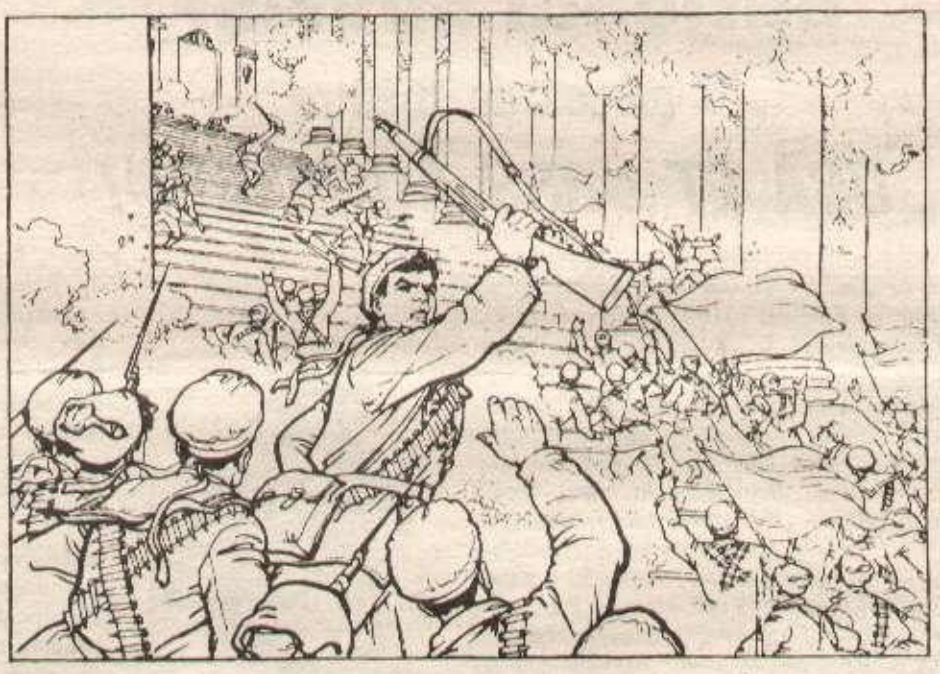
Nous le disons parce que seule notre manifestation nationale d'aujourd'hui est une manifestation conforme aux intérêts du prolétariat ouvrier et paysan et des masses populaires, parce que seule elle offre un programme et des perspectives de changements effectifs dans notre pays, parce que seule elle proclame sans équivoque que ces changements ne s'imposeront pas par la voie pacifique des élections bourgeoises, par la négociation sans rapport de force préalable, par la collaboration de classe, par des réformes. La situation insupportable qui est imposée aux travailleurs ne disparaîtra que par la voie révolutionnaire. Notre Rassemblement national ouvrier proclame unanimement qu'il n'y a et qu'il n'y aura qu'une seule solution, la Révolution prolétarienne !*(applaudissements, cris : «Une seule solution, la Révolution !»)*

Et notre Rassemblement national ouvrier reste en cela fidèle aux principes révolutionnaires du marxisme-léninisme, en se référant sans nulle ambiguité à cet autre mot d'ordre lancé jadis par le Parti communiste français lui-même à une autre époque où il suivait alors Marx et Lénine : «Vive la dictature du prolétariat». *(applaudissements)*.

Le 22è Congrès du Parti communiste français vient d'adopter à l'unanimité la proposition de son secrétaire général Georges Marchais consistant à supprimer de son programme l'objectif stratégique de la «dictature du prolétariat». C'est là une excellente chose, car maintenant la nature de classe de ce parti ne comporte plus aucune équivoque : le Parti communiste français n'est plus le parti de la classe ouvrière, il est devenu un parti de la bourgeoisie.

Certes, il y déjà longtemps qu'il n'agissait plus pour le compte des intérêts de classe des ouvriers, des petits paysans et des masses populaires, mais il continuait à camoufler sa politique bourgeoise sous le prestige de son passé et sous les apparences d'une phraséologie encore marxiste. Désormais c'en est fini, et bien fini. Tant mieux, dans les entreprises, dans les usines, dans les campagnes, dans les quartiers, dans les universités il sera désormais plus aisé de démasquer la nature bourgeoise de l'idéologie et de la politique du faux parti communiste français, et qui sait, peut-être qu'à son 23è Congrès dans deux ans un nouvel accès de sincérité conduira les dirigeants de ce parti à proposer tout simplement de renoncer à leur dernière mystification qui consiste à garder le valeureux titre de «communiste». *(applaudissements)*.

Non, le Parti en question n'est plus le parti de la classe ouvrière, n'est plus un Parti communiste, il est tout simplement un parti bourgeois contre-révolutionnaire. En vérité, Marchais a cédé aux injonctions de la bourgeoisie. Il y a quelques mois, Poniatowski avait qualifié le faux Parti communiste français de «fascisant» en étayant son accusation sur le fait qu'il se réclamait de la dictature du prolétariat. En renonçant officiellement à cette dernière, le 22è Congrès a donné satisfaction au ministre de l'Intérieur. L'ensemble des partis de la bourgeoisie et des mass-média à leur service ne s'y sont d'ailleurs pas trompés puisque nous avons eu droit à un concert de louanges et à une propagande des plus soutenues pour célébrer le grand événement ! Tout ce beau monde s'est mis de la partie, la grande opération a consisté à diffuser massivement dans l'opinion publique une conception archi-fausse, calomnieuse et mensongère de la notion marxiste-léniniste de la «dictature du prolétariat», la conception d'après eux d'une dictature de caractère fasciste.



Octobre 1917 : Le peuple en armes s'apprête à établir la dictature du prolétariat.

Faut-il que ces banquiers, ces grands propriétaires et les politiciens à leur service soient inquiets par la montée du mouvement révolutionnaire des masses, pour qu'ils se livrent si frénétiquement à pareille mystification, avec la complicité de la méprisable clique des vieux renégats et vieux traîtres qui dirigent le parti encore frauduleusement qualifié de communiste !

Mais qu'est-ce donc, amis et camarades, que la «dictature du prolétariat» ?

C'est exactement le contraire de la dicture du capital, c'est le contraire de la dictature de la bourgeoisie capitaliste qui peut prendre, elle, en cas de besoin, la forme du fascisme, c'est-à-dire la forme d'une dictature terroriste violente opprimant et réprimant de manière sanglante les masses populaires.

Au lieu d'assurer la domination de classe d'une minorité de capitalistes sur l'immense majorité du peuple, la dictature du prolétariat assure la domination de classe de la classe ouvrière, soutenue par l'immense majorité du peuple, sur l'ancienne minorité des bourgeois exploiteurs.

Soyons précis : dans «La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky», Kautsky n'étant qu'un prédécesseur de Léon Blum comme de Marchais, Lénine précisa en 1918 :*«La dictature du prolétariat n'est pas une forme de gouvernement, mais un État d'un autre type, un État prolétarien, un instrument permettant au prolétariat d'écraser la bourgeoisie. Cet écrasement est nécessaire, parce que la bourgeoisie opposera toujours une résistance acharnée à son expropriation.»*

Voilà, amis et camarades, vous comprenez maintenant pourquoi tous ces bourgeois capitalistes se mettent à hurler comme des cochons qu'on égorge lorsqu'est évoquée contre eux la «dictature du prolétariat» ! *(Applaudissements)* Pensez donc, ils écrasent l'immense majorité des travailleurs, ils tirent des profits exorbitants de la sueur et du sang des ouvriers, des petits paysans, des masses populaires. Et voilà qu'il est question de retourner la situation en faisant que ce soit eux, cette minorité de parasites et de criminels qui soient écrasés à leur tour !

Lénine exposa concrètement ce qu'était la dictature du prolétariat à partir de la pratique de la Révolution d'Octobre 1917 et du pouvoir des Soviets que vient de renier le 22è Congrès du Parti communiste français :

«La démocratie prolétarienne, dit-il, *est un million de fois plus démocratique que n'importe quelle démocratie bourgeoise ; le pouvoir des Soviets est un million de fois plus démocratique que la plus démocratique des "républiques bourgeoises"».*

Puis, stigmatisant le Marchais de son époque en la personne de ce Kautsky qui gît désormais dans la poubelle de l'Histoire, Lénine ajouta :

«Pour ne pas remarquer cela, il faut être consciemment un valet de la bourgeoisie, il faut être incapable de poser la question du point de vue des classes opprimées.»

Depuis lors nous bénéficions des expériences concrètes de dictature du prolétariat dans des pays socialistes comme la Chine et l'Albanie. Dans ces pays où dominent des États prolétariens de dictature du prolétariat, les ouvriers peuvent librement critiquer et faire destituer éventuellement les dirigeants avec des affiches murales qu'on appelle dazibao en Chine ou feuille foudre en Albanie. Il est même intéressant de préciser à ce sujet, que contrairement à ce qui se passe dans les pays révisionnistes où le capitalisme a été restauré, dans la Constitution de la République populaire de Chine figure expressément le droit de grève utilisable contre les dirigeants autoritaires, injustes ou bureaucratiques : c'est le droit de se révolter contre le révisionnisme ! *(Applaudissements)*

Naturellement, aujourd'hui la bourgeoisie profite des crimes et méfaits de caractère social-fasciste commis en URSS, pour présenter le régime de ce pays comme un exemple de dictature du prolétariat, et comme un épouvantail. Mais il se trouve qu'il y a longtemps maintenant que n'existe plus en URSS la dictature du prolétariat.

Tenez, voici une brochure contenant un discours du monsieur qui dirigeait la délégation russe au 22è Congrès du faux Parti communiste français. Prononcé en novembre 1973, ce discours de Kirilenko avait pour sujet la commémoration du 56è anniversaire de la Révolution d'Octobre. Eh bien, malgré les efforts pour utiliser un langage de forme marxiste-léniniste afin de mieux tromper les masses populaires soviétiques, l'acquis fondamental des bolcheviks, à savoir la dictature du prolétariat, pour célébrer la Révolution d'Octobre 1917, n'est pas mentionné une seule fois ! Ce document permet de mieux juger de la duplicité actuelle de ceux qui reparlent de cette forme fondamentale du pouvoir de la classe ouvrière et des petits paysans, en URSS et dans les pays soumis à sa baguette sociale-impérialiste. Par leurs fracassantes déclarations ces faux communistes ne visent qu'à tromper le plus longtemps possible les travailleurs et les peuples du monde, afin de développer toujours plus fébrilement leurs entreprises hégémoniques et expansionnistes.

La vérité c'est qu'en URSS, une nouvelle bourgeoisie, détentrice du pouvoir dans les structures du parti et dans les structures de l'État, a restauré le capitalisme, et là-bas c'est désormais de nouveau une dictature bourgeoise de forme fasciste, disons social-fasciste qui exerce sa domination de classe.

On comprend bien dès lors pourquoi la bourgeoisie française et ses valets se gardent bien d'évoquer le système qui existe en République populaire de Chine, se gardent bien de parler de la dictature du prolétariat qui s'exerce effectivement en Chine, parce que là, oui, l'exemple serait légitime et valable. Et sans doute sans faire un long exposé sur la dictature du prolétariat en Chine suffit-il d'évoquer, non sans émotion, ce que certains d'entre vous ont pu voir trop brièvement à la télévision, à savoir tout un peuple en larmes rendant hommage à son premier ministre décédé, tout un peuple en larmes bouleversé par la disparition de l'un de ses plus éminents dirigeants communistes, le camarade Chou En-lai *(Applaudissements)*. Où donc a-t-on vu des millions et des centaines de millions de femmes et d'hommes, de vieux et de jeunes, d'ouvriers, de paysans et de soldats pleurer sans retenue parce que l'un des responsables de leur État et de leur parti était mort ?

Voilà, amis et camarades, voilà ce qu'est la dictature du prolétariat !

Pourtant une question concrète subsiste, et même plusieurs questions concrètes. Quelle forme prendra la dictature du prolétariat en France ? Et comment pouvons-nous en préparer la venue et la victoire ?

(Suite page 6)

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépot légal : 1er trimestre 1976